

Nous publions, dans le 4<sup>e</sup> tome de " L'U.R.S.S. au lendemain de la guerre et la politique des partis communistes ", une nouvelle série de documents sur ces sujets discutés en vue du Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce bulletin, comme les précédents, est mis en vente publique.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL  
DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

SEPTEMBRE 1947.



## SOMMAIRE

A propos du dogme de la " défense inconditionnelle " de l'U.R.S.S., par J. MARCOUX.

Les pays du glacie et la défense de l'U.R.S.S. (réponse au camarade Marcoux), par E. GERMAIN.

Contre la défense de la Russie stalinienne, par A. GOLDMAN.

La IV<sup>e</sup> Internationale et la Russie, par R. MANGANO.

Encore une fois, l'U.R.S.S. et le stalinisme (Le camarade Schwartz à la recherche d'une théorie du défensisme), par LUCIEN.

Résolution Frank, adoptée par la Conférence nationale du P.C.I. (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale).

## Publications du Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale



Compte chèque postal, Mlle Weill, C. C. P. n° 5672-07 Paris  
adressé à : Boîte postale n° 64 - Paris-15°

# BULLETIN INTERIEUR

SECRETARIAT INTERNATIONAL

SEPTEMBRE 1947

Volume II — N° 18

Prix : 20 fr

## A propos du dogme de la « défense inconditionnelle » de l'U.R.S.S.

par J. MARCOUX

*Je me suis arrêté longuement, dans les pages qui suivent, au texte du camarade Germain « L'U.R.S.S. au lendemain de la guerre ». Je n'aurais pas convié les camarades à refaire avec moi l'examen critique de ce texte, si après le congrès du P.C.I. il n'était devenu officiel dans notre Internationale, puisque le S.I. a pris soin, lors de sa réédition de souligner qu'il était le plus « conforme » à ses vues. Il ne s'agit donc pas en l'occurrence d'une discussion avec Germain, mais bien d'un examen de positions politiques du S.I.*

*Comme d'autre part le texte Germain est à mon avis,*

*un exemple typique de pensée schématique — d'une pensée incapable de partir des faits tels qu'ils sont et qui leur substitue des « faits » tels que nous avions supposé qu'ils auraient dû être — chose courante chez nous, je crois qu'il vaut la peine, ne serait-ce qu'une fois, d'essayer de vider cet abcès, hélas ! pour longtemps encore inguérissable.*

*Chemin faisant, j'espère que cette critique ne sera pas « négative » et que nous dégagerons ce qu'il y a de neuf en ce qui concerne l'U.R.S.S., permettant ainsi une discussion ultérieure sur une base plus positive.*

Si le travers classique de la philosophie et de l'histoire et surtout de l'économie bourgeoise est celui de se perdre dans le gouffre des détails secondaires — pour ignorer ou pour masquer les lignes fondamentales d'un processus — le travers du « marxisme vulgaire » est de négliger tout autre facteur qu'il considère, lui, comme primordial. L'économisme et la schématisation en sont deux des manifestations les plus courantes.

La pensée bourgeoise se caractérise par son incapacité de distinguer entre *principal* et *secondaire*. Le « marxisme vulgaire » par l'incapacité de distinguer et de mesurer le rôle des facteurs circonstanciels, se combinant aux facteurs principaux et changeant parfois même leur contenu. Essayons d'échapper à ce travers et voyons tout d'abord dans quelles conditions *concrètes* l'U.R.S.S. est entrée en guerre en 1941 :

— Le Kremlin s'était allié à une partie de l'impérialisme mondial contre une autre partie de ce même impérialisme. La bureaucratie et Wall Street avaient accepté d'un commun accord de pratiquer une politique d'anéantissement non seulement de l'impérialisme allemand, mais aussi dans une cer-

taine mesure du peuple allemand lui-même, de son unité nationale, etc.

— Le Kremlin et Wall Street alliés entendaient chacun se réserver la part du lion de la succession allemande (territoires, industrie, fonds à l'étranger), ne serait-ce que pour empêcher l'autre « allié » de s'emparer de cette succession.

— Dans un tel cadre des différences devaient nécessairement exister dans les mesures à appliquer à l'égard des anciens alliés de l'Allemagne, et à l'égard de ses anciens ennemis (assimilés à des alliés de Moscou, Washington et Londres).

— Cette politique a amené le Kremlin à donner à sa guerre le caractère d'une guerre de défense nationale, à ses conquêtes, un caractère de « récupération » d'une prétendue propriété nationale, à sa victoire un caractère de triomphe du « slavisme » sur le « germanisme ».

Ces points qui n'épuisent tant s'en faut la liste des facteurs circonstanciels ont entraîné toute une série de conséquences.

### I. — L' « ASSIMILATION STRUCTURELLE »

En Europe, le Kremlin a conquis et intégré à l'U.R.S.S. une partie de la Finlande, les petits pays baltes, la région allemande de Königsberg, une partie de la Pologne, une petite partie de la Tchécoslovaquie (Ukraine subcarpathique), une partie de la Roumanie (Bukovine et Bessarabie) ; en Asie les conquêtes ont été insignifiantes.

A aucun moment ces conquêtes et leur intégration à l'U.R.S.S. n'ont signifié une extension des rapports économiques et sociaux nouveaux à des *populations nouvelles*. En effet, les Finnois (400.000) furent refoulés en Finlande ; les Polonais (4.500.000), en Pologne ; les Roumains (1.500.000), en Roumanie. Le territoire de Königsberg fut nettoyé de toute population et russifié.

Les seules exceptions sont celles des peuples baltes — qui n'avaient plus d'autres territoires nationaux où ils auraient pu être refoulés, mais on leur fit de la place en Sibérie — et celle des Ukrainiens qui furent accueillis en U.R.S.S. comme des « frères de sang ».

L' « assimilation structurelle » sur une telle base traçait d'elle-même la frontière de l'extension des rapports économiques nouveaux, aux confins d'un territoire historique et ethnique d'une valeur d'ailleurs douteuse.

Ces caractères — limitation dans l'espace et russification — ont été jusqu'à présent complètement passés sous silence chez nous en se bornant à souligner seulement l'agrandissement du territoire « où règnent la socialisation et la planification ».

Au delà de ces frontières le Kremlin allié de Wall Street allait imposer deux politiques différentes à l'égard des ex-satellites allemands et des ex-ennemis :

a) A l'égard des pays ex-satellites le Kremlin imposa dès le début des conventions d'armistice contraignant ces pays à :

1. la restitution des biens prélevés en U.R.S.S. ;
2. au paiement des réparations pour les dommages infligés à l'U.R.S.S. ;
3. à l'entretien des troupes d'occupation soviétiques ;
4. à l'entrée en guerre contre l'Allemagne.

Ces « restitutions » et « réparations » comme l'entretien des troupes furent établies d'une façon absolument arbitraire et en fonction des besoins immédiats du Kremlin. Leur fardeau s'ajouta aux pertes énormes représentées soit par la cession des territoires (Finlande, Roumanie), soit à celui représenté par le « butin de guerre » représenté par les réquisitions et confiscations opérées par les troupes soviétiques au cours de leur avance dans ces pays avant la signature de ces armistices.

L'hypothèque des réparations n'a pris nullement un caractère transitoire et circonstanciel : établie pour huit années en principe, elle représente en réalité une traite perpétuelle sur l'ensemble de ces pays.

Ce pillage accompagné de la déportation massive des installations industrielles et de celle de la main-d'œuvre a été suivi d'un prélevement continu sur la production courante.

Ces faits ont été également valables pour l'Allemagne occupée et pour la zone d'Autriche où après un prélevement atteignant 25 à 30 % des installations industrielles, les prélèvements sur la production courante ont atteint des proportions inchiffrables.

b) Dans les pays ex-ennemis les droits de l'occupant russe